



Département de la
Seine-Maritime

D.2017.09/14

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/10/2017

Publication : 03/10/2017

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 26 septembre 2017

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	23
Nombre de Pouvoirs	10
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **28 septembre 2017**.

L'an deux mille dix-sept, le **26 septembre** à dix-huit heures trente par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 septembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Laurent **GILLE** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Frédéric **PATROIS** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Gérard **DELAHAYS** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Liliane **HIPPERT**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette **LOZACH**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Emmanuel **DELINEAU**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 26 septembre 2017

2017.09/14

MARCHES PUBLICS – SYSTEME DE CHAUFFAGE ELECTRIQUE DE LA RESIDENCE AUTONOMIE BEAUREGARD - GROUPEMENT DE COMMANDES VILLE/CCAS – CONVENTION - SIGNATURE – AUTORISATION

M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire. – Une consultation va être lancée par la Ville de Montivilliers relative à un marché de travaux de remplacement du système de chauffage électrique à la résidence autonomie Beauregard de Montivilliers (CCAS).

Ces travaux sont estimés à 24.000 € TTC et le délai d'exécution du marché est de 6 semaines.

L'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 prévoit la possibilité de constituer des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics après établissement et signature d'une convention constitutive.

Cette convention :

- Précise, d'une part, que la Ville est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer, signer et notifier le marché, chaque membre, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution ;
- Et d'autre part, désigne la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur comme celle du groupement de commande.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment son article 28 ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

CONSIDERANT

- Les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 qui prévoit la possibilité de créer des groupements de commandes ;
- La nécessité de constituer un marché de remplacement du système de chauffage électrique à la résidence autonomie Beauregard de Montivilliers (CCAS) et d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il est opportun de former un groupement de commandes entre la commune et le CCAS ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire chargé de l'urbanisme, de l'habitat, des marchés publics, et des travaux bâtiments ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **d'autoriser Monsieur le Maire à signer** avec la Ville et le CCAS de Montivilliers la convention constitutive pour lancer la consultation et signer le marché.

Imputation budgétaire :

Budget principal de la Ville : 2135-520

ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



Le Maire,